

Chers parents,

Le 22 mars sera une journée de grève et d'action dans la fonction publique à l'initiative de 7 organisations syndicales, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, qui appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants de la Fonction publique à se faire entendre.

Après avoir confirmé le retour du jour de carence, maintenu le gel des salaires, renoncé à augmenter le pouvoir d'achat, le gouvernement annonce de nouvelles mesures inquiétantes pour les services publics et les fonctionnaires : un plan de départs volontaires, la confirmation de la suppression de 120 000 postes de Fonctionnaires sur le quinquennat, l'assouplissement du statut de fonctionnaires, ou encore une rémunération individualisée privilégiant l'arbitraire.

Dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

A l'Education Nationale, ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la réussite scolaire de tous les enfants. Or, Les décisions prises aujourd'hui ne sont pas de nature à répondre aux difficultés que connaissent encore beaucoup trop d'élèves. Par exemple, la priorité sur les dédoublements des classes en éducation prioritaire, mesure qui n'a pas été accompagnée des postes nécessaires se fait au détriment de tous les autres besoins et des effectifs des autres classes.

Les créations de postes pour 2018 ne suffiront pas pour dédoubler les classes et abaisser les effectifs partout où cela est nécessaire, pour poursuivre la création de postes de maîtres supplémentaires, pour continuer les efforts sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, et assurer les besoins sur les remplacements et les réseaux d'aides spécialisées.

Alors que l'Ecole a besoin de personnels statutaires et qualifiés, le gouvernement veut développer l'embauche de contractuels pour accompagner les élèves en situation de handicap et pallier au manque d'enseignants titulaires.

L'école et plus généralement les services publics et leurs salariés que sont les fonctionnaires ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir parce qu'ils permettent de construire une société plus juste et plus solidaire.

La Fonction publique, qui n'est pas en France plus importante ni plus coûteuse qu'ailleurs est surtout garante de l'intérêt général au service, de valeurs communes partagées, de progrès social et de davantage de solidarité.

Autant de raisons d'être en grève tous ensemble le 22 mars pour d'autres choix que la dégradation des services publics sur tout le territoire.

L'équipe enseignante

Chers parents,

Le 22 mars sera une journée de grève et d'action dans la fonction publique à l'initiative de 7 organisations syndicales, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, qui appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants de la Fonction publique à se faire entendre.

Après avoir confirmé le retour du jour de carence, maintenu le gel des salaires, renoncé à augmenter le pouvoir d'achat, le gouvernement annonce de nouvelles mesures inquiétantes pour les services publics et les fonctionnaires : un plan de départs volontaires, la confirmation de la suppression de 120 000 postes de Fonctionnaires sur le quinquennat, l'assouplissement du statut de fonctionnaires, ou encore une rémunération individualisée privilégiant l'arbitraire.

Dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

A l'Education Nationale, ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la réussite scolaire de tous les enfants. Or, Les décisions prises aujourd'hui ne sont pas de nature à répondre aux difficultés que connaissent encore beaucoup trop d'élèves. Par exemple, la priorité sur les dédoublements des classes en éducation prioritaire, mesure qui n'a pas été accompagnée des postes nécessaires se fait au détriment de tous les autres besoins et des effectifs des autres classes.

Les créations de postes pour 2018 ne suffiront pas pour dédoubler les classes et abaisser les effectifs partout où cela est nécessaire, pour poursuivre la création de postes de maîtres supplémentaires, pour continuer les efforts sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, et assurer les besoins sur les remplacements et les réseaux d'aides spécialisées.

Alors que l'Ecole a besoin de personnels statutaires et qualifiés, le gouvernement veut développer l'embauche de contractuels pour accompagner les élèves en situation de handicap et pallier au manque d'enseignants titulaires.

L'école et plus généralement les services publics et leurs salariés que sont les fonctionnaires ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir parce qu'ils permettent de construire une société plus juste et plus solidaire.

La Fonction publique, qui n'est pas en France plus importante ni plus coûteuse qu'ailleurs est surtout garante de l'intérêt général au service, de valeurs communes partagées, de progrès social et de davantage de solidarité.

Autant de raisons d'être en grève tous ensemble le 22 mars pour d'autres choix que la dégradation des services publics sur tout le territoire.

L'équipe enseignante